



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
19 octobre 2010
Français
Original: anglais

Cinquième session

Vienne, 18-22 octobre 2010

Projet de rapport

Rapporteure: Elizabeth Verville (États-Unis d'Amérique)

I. Questions d'organisation

A. Ouverture de la session

1. La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a tenu sa cinquième session à Vienne, du 18 au 22 octobre 2010. Cette session a comporté [...] séances.

B. Élection du Bureau

2. À sa première session, la Conférence avait décidé que les postes de président et de rapporteur devraient être pourvus par roulement entre les groupes régionaux, et que ce roulement devrait se faire dans l'ordre alphabétique. Ainsi, à la cinquième session, le Président de la Conférence a été désigné par le Groupe des États d'Afrique, et le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a été chargé de désigner un vice-président et le rapporteur.

3. À sa 1^{re} séance, le 18 octobre 2010, la Conférence a élu par acclamation le Bureau ci-après:

Présidente: Amina C. Mohamed (Kenya)

Vice-Présidents: Taous Ferroukhi (Algérie)
Eugenio Maria Curia (Argentine)
Gusti Agung Wesaka Puja (Indonésie)
Gianni Ghisi (Italie)
Yerzhan Kazykhanov (Kazakhstan)
Marisela Morales Ibáñez (Mexique)
Dominika Krois (Pologne)
Simona Marin (Roumanie)

Rapporteure: Elizabeth Verville (États-Unis d'Amérique)

V.10-57184 (F)



Merci de recycler



C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

4. À sa 1^{re} séance, le 18 octobre 2010, la Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire tel qu'il figurait dans le document CTOC/COP/2010/1.

D. Participation

5. Les États parties à la Convention ci-après étaient représentés à la cinquième session de la Conférence: Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Grenade, Guatemala, Hongrie, Indonésie, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zambie et Zimbabwe.

6. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la session.

7. Les États signataires ci-après étaient représentés par des observateurs: Andorre, Angola, Barbade, Côte d'Ivoire, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, République de Corée, République tchèque, Thaïlande et Viet Nam.

8. Les Maldives, État observateur, étaient représentées.

9. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était représentée.

10. Les services du Secrétariat, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs: Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et Université arabe Nayef des sciences de sécurité.

11. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient également représentées par des observateurs: Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage, Centre international pour le développement des politiques migratoires, Commission de l'Union africaine, Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains, Conseil de l'Europe, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Ligue des États arabes, Ordre souverain de Malte, Organisation des États américains, Organisation internationale pour les migrations, Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Réseau ibéro-américain de coopération juridique (IberRed).

12. Les organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, étaient représentées par des observateurs: Académie des sciences de criminologie, Académie mondiale pour la paix, Alliance mondiale contre la traite des femmes, Anti-Slavery International, Association internationale contre la narcomanie et le trafic de stupéfiants, Association internationale de police, Association internationale de sociologie, Avocats sans Frontières, Centre d'études des femmes de la Méditerranée, Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, Conseil international des femmes, Conseil national des femmes allemandes, Conseil universitaire pour le système des Nations Unies, Crime Stoppers International, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Fédération internationale des femmes diplômées des universités, Fédération internationale des femmes pour la paix mondiale, Fédération internationale des professions immobilières, Fondation asiatique pour la prévention du crime, Forum mondial sur l'avenir des activités de tir sportif, Greenpeace International, Institut international de la presse, Open Society Institute, Ordre souverain et militaire du temple de Jérusalem, Pax Romana, Société mondiale de victimologie, Soroptimist International, Syriac Universal Alliance, Transparency International, Union Internationale des Magistrats, Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation, Youth Enhancement Organization.

13. Conformément à l'article 17 du Règlement intérieur, le secrétariat a distribué une liste des autres organisations non gouvernementales compétentes qui n'étaient pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et qui avaient sollicité le statut d'observateur. Aucune objection n'a été faite à cette liste.

14. Les autres organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Agence internationale pour la prévention du crime et le droit et la compétence en matière pénale, Dubai Foundation for Women and Children, Instituto de Estudos de Direito e Cidadania (IEDC), Instituto Latino-Americano de Promoção e Defesa dos Direitos Humanos (ILADH), International La Strada Association, Legal Support for Children and Women, Movement for Youth and Children's Rights, Organization of the Families of Asia and the Pacific, Peace Campaign Group, Réseau d'action international contre les armes légères, Romani Group, Save the Children España, Small Arms Survey, Together against Cybercrime, Zanzibar Current Generation Forum.

E. Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs

15. Par sa décision 4/7, la Conférence a amendé l'article 18 de son Règlement intérieur, sur la présentation des pouvoirs, en modifiant le paragraphe 3 et en ajoutant un paragraphe 4, comme suit:

“3. Les pouvoirs doivent émaner du chef de l'État ou du gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou du représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies de l'État partie, conformément à son droit interne ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente de l'organisation.

4. Lorsque la Conférence doit examiner des propositions d'amendements à la Convention conformément à l'article 39 de cette dernière et à l'article 62 du Règlement intérieur de la Conférence, les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères de l'État partie ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente de cette organisation.”

16. L'article 19 du Règlement intérieur prévoit que le Bureau examine les pouvoirs des représentants de chaque État partie et les noms des personnes constituant sa délégation et qu'il fait rapport à la Conférence.

17. Le Bureau a indiqué à la Conférence que, sur les [...] États parties représentés à la cinquième session, [...] s'étaient conformés aux exigences en matière de pouvoirs. [...] États parties, à savoir [...], ne s'étaient pas conformés aux dispositions de l'article 18 du Règlement intérieur. Le Bureau a rappelé que chaque État partie était tenu de communiquer les pouvoirs de ses représentants conformément à l'article 18 du Règlement intérieur, puis il a invité les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à remettre au secrétariat, dès que possible mais au plus tard le [...], les originaux des pouvoirs de leurs représentants.

18. Le Bureau a également indiqué à la Conférence qu'il avait examiné les pouvoirs communiqués et les avait jugés recevables.

19. La Conférence des Parties a adopté le rapport du Bureau concernant les pouvoirs à sa [...] séance, le [...] octobre 2010.